

PRIME SYNDICALE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX

Convention collective du 5 décembre 2001

CHAPITRE I

Champ d'application

Article 1 – La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton.

CHAPITRE II

Avantages sociaux

Article 2 – En exécution des dispositions de l'article 2 des statuts, fixés par la convention collective de travail du 19 décembre 1988, conclue au sein de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton relative à la coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence pour la transformation du papier et du carton", rendue obligatoire par arrêté royal du 25 mai 1989, des avantages sociaux sont octroyés, à charge dudit Fonds, aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 1 des statuts précités.

Les avantages sociaux sont les suivants :

1. une prime syndicale;
2. une prime unique en cas de mise à la retraite, de décès ou de mariage.

CHAPITRE III

Prime syndicale

Article 3 – Le montant annuel global de la prime syndicale est octroyé aux ayants droit qui, au 30 juin 2001 de la période de référence, allant du 1^{er} juillet 2000 au 30 juin 2001, sont en même temps, et ce depuis 12 mois au moins :

- a) membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs;
- b) liés par un contrat de travail pour ouvriers ou par le paiement d'une indemnité de pré-pension à une entreprise visée à l'article 1^{er}.

REGISTR.-ENREGISTR.

NR.

N°

17-12-2001

AFERLEGGING-DEPOT

17-12-2001

61387/60/136.

4

Durant la période transitoire de 6 mois, allant du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2001, une demi-prime annuelle de 58,25 euro sera octroyée aux ayants droit remplissant au 31 décembre 2001 la double condition prévue dans cet article.

Article 4 – Aux ayants droit qui, durant la période de référence, satisfont pendant moins de 12 mois aux conditions visées à l'article 3, a) et b), la prime annuelle est accordée sur base 1/12^{ième} du montant annuel global, pour chaque mois ou fraction de mois pendant lesquels ils répondent aux conditions visées.

Les ayants droit pensionnés au cours de la période de référence, ainsi que le conjoint d'un ayant droit décédé pendant la période de référence, bénéficient de la prime annuelle aux mêmes conditions.

Article 5 – Le montant de la prime annuelle est fixé comme suit :

	<u>en 1999</u>	<u>en 2000</u>	<u>à partir de 2001</u>
- montant annuel global =	99,16 euro ¹	111,55 euro ²	116,50 euro ³
- par douzième =	8,30 euro ⁴	9,30 euro ⁵	9,71 euro ⁶

Article 6 – Durant la période de référence, allant du 1^{er} juillet 2000 au 30 juin 2001, le Fonds de sécurité d'existence de la transformation du papier et du carton met, au plus tard le 1^{er} octobre 2001, à la disposition des employeurs visés à l'article 1^{er}, les attestations de mise au travail nécessaires.

Ces attestations sont remplies par les employeurs, nommément pour chaque membre de leur personnel ouvrier inscrit au registre du personnel pendant la période de référence. Les attestations sont remises individuellement par les employeurs à leurs ouvriers et ouvrières au plus tard le 15 novembre 2001 suivant la période de référence.

Durant la période transitoire de référence, allant du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2001, les employeurs visés à l'article 1^{er} disposeront des attestations de mise au travail nécessaires, pour le 31 mars 2002 au plus tard. La remise des attestations remplies au personnel ouvrier aura lieu au plus tard le 30 avril 2002.

CHAPITRE IV

¹ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 4.000 BEF sera appliqué au lieu de 99.16 euro.

² Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 4.500 BEF sera appliqué au lieu de 111.55 euro.

³ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 4.700 BEF sera appliqué au lieu de 116.50 euro.

⁴ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 335 BEF sera appliqué au lieu de 8.30 euro.

⁵ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 375 BEF sera appliqué au lieu de 9.30 euro.

⁶ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 392 BEF sera appliqué au lieu de 9.71 euro.

Prime unique

Article 7 – Les ouvriers et ouvrières occupés dans une entreprise visée à l'article 1^{er} ont droit à une prime unique lorsqu'ils prennent leur pension.

Cette prime s'élève à :

- a) 8,92 euro⁷ en 1999 et 10,66 euro⁸ à partir du 1^{er} janvier 2000 par année d'affiliation à une des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs, étant entendu que l'affiliation entre le 1^{er} janvier et le 30 juin d'une année est comptée à partir du 1^{er} janvier de la même année et l'affiliation entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre d'une année est comptée à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante;
- b) 1,86 euro⁹ en 1999 et 2,23 euro¹⁰ à partir du 1^{er} janvier 2000 par année d'occupation dans une entreprise visée à l'article 1^{er}, étant entendu que l'entrée en service entre le 1^{er} janvier et le 30 juin d'une année est comptée à partir du 1^{er} janvier de la même année et l'entrée en service entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre d'une année est comptée à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante;
- c) l'année de la mise à la retraite est considérée comme une année entière;
- d) cette prime unique s'élève à maximum 247,89 euro¹¹ en 1999 et 297,47 euro¹² à partir du 1^{er} janvier 2000.

Article 8 – En cas de décès, la prime unique visée à l'article 7 est payée à la personne qui a supporté les frais de funérailles.

⁷ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 360 BEF est appliqué au lieu de 8,92 euro.

⁸ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 430 BEF est appliqué au lieu de 10,66 euro.

⁹ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 75 BEF est appliqué au lieu de 1,86 euro.

¹⁰ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 90 BEF est appliqué au lieu de 2,23 euro.

¹¹ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 10.000 BEF est appliqué au lieu de 247,89 euro.

¹² Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 12.000 BEF est appliqué au lieu de 297,47 euro.

Article 9 – Les ouvriers et ouvrières qui sont occupés depuis au moins six mois dans une entreprise visée à l'article 1^{er} ont droit, en cas de mariage, à une prime unique de 7,44 euro¹³ en 1999 et de 8,92 euro¹⁴ à partir du 1^{er} janvier 2000 par année d'affiliation à une des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs. Cette prime s'élève en 1999 à maximum 37,18 euro¹⁵ et à partir de 2000 à 44,62 euro¹⁶ maximum.

Article 10 – Les primes uniques visées aux articles 7 à 9 sont payées moyennant l'introduction d'un dossier complet démontrant les droits de l'ayant droit ou de ses héritiers.

Les dossiers doivent être validés par un représentant d'au moins deux organisations de travailleurs siégeant en commission paritaire de la transformation du papier et du carton.

CHAPITRE V

Dispositions finales

Article 11 – Les prépensionnés, ayant droit à charge d'un employeur visé à l'article 1^{er} à une indemnité de prépension, sont assimilés pour l'octroi des avantages sociaux visés à l'article 2, aux ouvriers et ouvrières dont question à l'article 1^{er}.

Article 12 – La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001 et cesse d'être d'application au 31 décembre 2001 à l'exception de l'article 6, 2^e alinéa, qui reste d'application jusqu'au 30 avril 2002.

Article 13 – La présente convention collective de travail annule et remplace la convention collective de travail du ~~30~~ mars 2000 relative aux avantages sociaux.

¹³ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 300 BEF est appliqué au lieu de 7,44 euro.

¹⁴ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 360 BEF est appliqué au lieu de 8,92 euro.

¹⁵ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 1.500 BEF est appliqué au lieu de 37,18 euro.

¹⁶ Durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 1.800 BEF est appliqué au lieu de 44,62 euro.

SYNDICALE PREMIE EN ANDERE SOCIALE VOORDELEN

Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2001

HOOFDSTUK I

Toepassingsgebied

Artikel 1 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters die tewerkgesteld zijn in de ondernemingen welke onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking ressorteren.

HOOFDSTUK II

Sociale voordelen

Artikel 2 – In uitvoering van de bepalingen van artikel 2 van de statuten, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1988, gesloten in het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking betreffende de coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de papier- en kartonbewerking", algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 mei 1989, worden aan de in artikel 1 van voormelde statuten bedoelde arbeiders en arbeidsters, sociale voordelen toegekend ten laste van voormeld fonds.

De sociale voordelen zijn de volgende :

1. een syndicale premie ;
2. een éénmalige premie bij op pensioenstelling, overlijden of huwelijk.

HOOFDSTUK III

Syndicale premie

Artikel 3 – Het totaal jaarlijks bedrag van de syndicale premie wordt toegekend aan de rechthebbenden die op 30 juni 2001 van de referteperiode gaande van 1 juli 2000 tot 30 juni 2001 terzelfdertijd, en dit gedurende ten minste 12 maanden :

- a) lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties ;
- b) krachtens een arbeidsovereenkomst voor arbeiders of door uitbetaling van brugpensioen verbonden zijn met een in artikel 1 bedoelde onderneming.

61 387/6/136

NR. N°
 REGISTR.-ENREGISTR.
 11-03-2002
 NEERLEGGING-DEPÔT
 17-12-2001

Tijdens de overbruggingsperiode van 6 maanden, lopende van 1 juli 2001 tot 31 december 2001, zal aan de rechthebbenden die per 31 december 2001 voldoen aan de dubbele voorwaarde voorzien in dit artikel, een halve jaarlijkse premie worden toegekend ten bedrage van 58,25 euro.

Artikel 4 – Aan de rechthebbenden die in de referteperiode gedurende minder dan 12 maanden voldoen aan de in artikel 3, a) en b) vermelde voorwaarden, wordt de jaarlijkse premie verleend op basis van 1/12^e van het totaal jaarlijks bedrag, voor iedere maand of breuk van een maand tijdens welke zij voldoen aan de bedoelde voorwaarden.

De tijdens de referteperiode gepensioneerde rechthebbenden, alsmede de echtgenoot of echtgenote van een tijdens de referteperiode overleden rechthebbende genieten de jaarlijkse premie onder dezelfde voorwaarden.

Artikel 5 – Het bedrag van de jaarlijkse premie wordt als volgt vastgesteld :

	<u>in 1999</u>	<u>in 2000</u>	<u>vanaf 2001</u>
- totaal jaarlijks bedrag =	99,16 euro ¹	111,55 euro ²	116,50 euro ³
- per twaalfde =	8,30 euro ⁴	9,30 euro ⁵	9,71 euro ⁶

Artikel 6 – Gedurende de referteperiode lopende van 1 juli 2000 tot 30 juni 2001 stelt het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de papier- en kartonbewerking de in artikel 1 bedoelde werkgevers, uiterlijk op 1 oktober 2001 in het bezit van de nodige attesten van tewerkstelling. Deze attesten worden door de werkgevers ingevuld op naam van elk lid van hun arbeiderspersoneel dat tijdens de referteperiode in het personeelsregister werd ingeschreven. Uiterlijk op 15 november 2001 worden de attesten door de werkgevers individueel aan hun arbeiders en arbeidsters uitgereikt.

Tijdens de overbruggingsreferteperiode lopende van 1 juli 2001 tot 31 december 2001 zullen de in artikel 1 bedoelde werkgevers uiterlijk op 31 maart 2002 in het bezit gesteld worden van de nodige attesten van tewerkstelling. De overmaking van de ingevulde attesten aan het arbeiderspersoneel zal uiterlijk op 30 april 2002 geschieden.

¹ Voor de periode lopende tot 31 december 2001 zal het bedrag van 4.000 BEF worden toegepast in plaats van 99,16 euro

² Voor de periode lopende tot 31 december 2001 zal het bedrag van 4.500 BEF worden toegepast in plaats van 111,55 euro.

³ Voor de periode lopende tot 31 december 2001 zal het bedrag van 4.700 BEF worden toegepast in plaats van 116,50 euro.

⁴ Voor de periode lopende tot 31 december 2001 zal het bedrag van 335 BEF worden toegepast in plaats van 8,30 euro.

⁵ Voor de periode lopende tot 31 december 2001 zal het bedrag van 375 BEF worden toegepast in plaats van 9,30 euro.

⁶ Voor de periode lopende tot 31 december 2001 zal het bedrag van 392 BEF worden toegepast in plaats van 9,71 euro.

HOOFDSTUK IV

Eenmalige premie

Artikel 7 – De arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld in een in artikel 1 bedoelde onderneming hebben recht op een éénmalige premie, wanneer zij met pensioen gaan.

Deze premie bedraagt :

- a) 8,92 euro⁷ in 1999 en 10,66 euro⁸ vanaf 1 januari 2000 per jaar aansluiting bij één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties, met dien verstande dat de aansluiting tussen 1 januari en 30 juni van een jaar wordt gerekend vanaf 1 januari van hetzelfde jaar en de aansluiting tussen 1 juli en 31 december van een jaar wordt gerekend vanaf 1 januari van het daaropvolgende jaar ;
- b) 1,86 euro⁹ in 1999 en 2,23 euro¹⁰ vanaf 1 januari 2000 per jaar tewerkstelling in een onderneming bedoeld in artikel 1, met dien verstande dat de aanwerving tussen 1 januari en 30 juni van een jaar wordt gerekend vanaf 1 januari van hetzelfde jaar en de aanwerving tussen 1 juli en 31 december van een jaar wordt gerekend vanaf 1 januari van het daaropvolgend jaar;
- c) het jaar van op pensioenstelling wordt als een volledig jaar aangezien ;
- d) deze éénmalige premie bedraagt maximum 247,89 euro¹¹ in 1999 en 297,47 euro¹² vanaf 1 januari 2000.

Artikel 8 – In geval van overlijden wordt de in artikel 7 bedoelde éénmalige premie uitbetaald aan de persoon die de begrafenis kosten heeft gedragen.

Artikel 9 – De arbeiders en arbeidsters die tenminste sedert 6 maanden zijn tewerkgesteld in een in artikel 1 bedoelde onderneming hebben bij huwelijk, recht op een éénmalige premie van 7,44 euro¹³ in 1999 en van 8,92 euro¹⁴ vanaf 1 januari 2000 per jaar aansluiting bij één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties. Deze premie bedraagt maximum 37,18 euro¹⁵ in 1999 en 44,62 euro¹⁶ vanaf 2000.

⁷ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 360 BEF toegepast in plaats van 8.92 euro.

⁸ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 430 BEF toegepast in plaats van 10,66 euro.

⁹ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 75 BEF toegepast in plaats van 1,86 euro.

¹⁰ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 90 BEF toegepast in plaats van 2.23 euro.

¹¹ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 10.000 BEF toegepast in plaats van 247.89 euro.

¹² Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 12.000 BEF toegepast in plaats van 297.47 euro.

¹³ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 300 BEF toegepast in plaats van 7.44 euro.

¹⁴ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 360 BEF toegepast in plaats van 8.92 euro.

¹⁵ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 1.500 BEF toegepast in plaats van 37.18 euro.

¹⁶ Voor de periode tot 31 december 2001 wordt het bedrag van 1.800 BEF toegepast in plaats van 44.62 euro.

Artikel 10 – De éénmalige premies bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 worden uitbetaald mits indienen van een volledig dossier waaruit de rechten van de rechthebbende of zijn erfgenamen blijken. De dossiers moeten worden gevalideerd door een vertegenwoordiger van tenminste 2 werknemersorganisaties welke zetelen in het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking.

HOOFDSTUK V

Slotbepalingen

Artikel 11 – De bruggepensioneerden die recht hebben op een vergoeding brugpensioen ten laste van een in artikel 1 bedoelde werkgever worden voor de toekenning van de sociale voordelen voorzien in artikel 2 met de arbeiders en arbeidsters bedoeld in artikel 1 gelijkgesteld.

Artikel 12 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2001, met uitzondering van artikel 6, tweede lid, dat van toepassing blijft tot 30 april 2002.

Artikel 13 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst vernietigt en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van ~~30~~ maart 2000 betreffende de sociale voordelen.

